

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANDS MOULINS DE PARIS

99 rue Mirabeau
94200 Ivry-sur-Seine

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006401570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2023 dans l'établissement GRANDS MOULINS DE PARIS implanté 13, Traverse Magnan 13003 Marseille. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDS MOULINS DE PARIS
- 13, Traverse Magnan 13003 Marseille
- Code AIOT : 0006401570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Grands Moulins de Paris (GMP) exploite sur la commune de MARSEILLE 3, une unité de fabrication de farines (minoterie). L'usine est soumise au régime d'autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 3642 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le site dispose d'un silo en béton pour lequel il est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Étude de dangers 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude de dangers	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-25	/	Sans objet
2	Environnement comme évènement initiateur	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-25	/	Sans objet
3	Gravité des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10	/	Sans objet
4	Probabilité des accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2	/	Sans objet
5	Réduction des risques à la source	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
6	Accident majeur AM4	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude de dangers (EDD) est bien réalisée et présente les différents éléments attendus. L'EDD conclue que le site est compatible avec son environnement.

Certains arguments et certaines hypothèses sont prises dans l'EDD sur l'environnement du site pour justifier de la gravité et de la probabilité des accidents majeurs considérés. Ces hypothèses sont acceptables mais le site resterait compatible avec son environnement même en effectuant les calculs uniquement avec les règles usuelles. L'exploitant s'est engagé à mettre à jour l'étude de dangers. Il devra la transmettre sous 6 mois à l'Inspection des Installations Classées (IIC). Concernant un accident majeur, les résultats d'une nouvelle modélisation étaient attendus et ont été présentés à l'IIC. Sous 1 mois, ces résultats seront transmis à l'IIC et l'exploitant s'est engagé à transmettre ses pistes de réflexion pour diminuer la gravité ou la probabilité de cet accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
Constats : Grands Moulins de Paris a transmis à l'administration une étude de dangers en version 1 du 23 mars 2023. La visite d'inspection objet de ce rapport a pour objectif d'échanger sur certains points relevés par l'Inspection des Installations Classées lors de l'instruction de cette étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Environnement comme évènement initiateur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Evènement initiateur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.
Constats : L'étude de dangers donne la description de l'environnement industriel, urbain, naturel et des infrastructures, en justifiant pour chaque cas la prise en compte ou non comme évènement initiateur possible d'un accident. Concernant le risque de fissuration et d'éventrement des silos béton du fait du retrait et gonflement des argiles, l'étude de dangers justifie que ce risque n'est pas retenu comme évènement initiateur du fait d'une surveillance quinquennale des structures par un organisme certifié et d'une surveillance annuelle de l'intégrité des structures. Le rapport de la dernière vérification quinquennale effectuée par Even Structures en juillet 2018, ainsi que les suites données ont été présentés à l'Inspection des Installations Classées. Concernant les vérifications annuelles, l'exploitant précise que les sociétés qui interviennent pour le nettoyage dans les silos sont équipées de caméras pour pouvoir remonter les éventuels désordres repérés. L'exploitant indique également que la société Nord Access intervient pour réparer les éventuels désordres sur la façade nord des silos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gravité des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Gravité des accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.
Constats : Pour le calcul de la gravité des accidents majeurs, l'étude de dangers utilise les seuils définis dans l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ; ainsi que les règles de comptabilité des personnes touchées données par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers. L'exploitant précise que les bâtiments ont été déterminés par tranche de 3 mètres en fonction de leur nombre d'étages (un rez-de-chaussée est classé à 3m et chaque étage supplémentaire ajoute 3m). Les modélisations des conséquences des accidents sont ensuite faites par tranche de 3 mètres de hauteur. L'exploitant précise que les deux zones de parking touchées par certains phénomènes dangereux ne comptabilisent pas de personne car seules les personnes des bâtiments situés autour de ces parkings peuvent y accéder. Cela est conforme à la circulaire du 10 mai 2010 susmentionnée qui indique qu'il ne faut pas compter deux fois les mêmes enjeux. Enfin, trois autres points spécifiques ont été abordés concernant la gravité : <ul style="list-style-type: none">- un bâtiment a été classé comme "désaffecté" dans l'étude de dangers ; ce qui permet de considérer qu'il est vide. L'Inspection des Installations Classées demande de compter ce bâtiment en appliquant la circulaire du 10 mai 2010 susmentionnée ;- certains accidents majeurs ont été divisés en deux accidents selon que la salle de réception Dreams Dock d'une capacité de 150 personnes est exploitée ou non. L'Inspection des Installations Classées demande de considérer que cette salle est tout le temps occupée ;- l'étude de dangers prend pour hypothèse que la rue du portail n'est jamais fréquentée. L'Inspection des Installations Classées demande de la comptabiliser en appliquant la circulaire du 10 mai 2010 susmentionnée. L'exploitant mettra à jour son étude de dangers et la transmettra sous 6 mois à l'IIC. Il justifiera du maintien de la compatibilité de son site avec son environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Probabilité des accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Probabilité des accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.</p> <p>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</p>
Constats : L'étude de dangers donne les mesures de réduction des potentiels de dangers en explicitant pour chacune d'elles la nature, la fonction de sécurité, l'indépendance, la cinétique, l'efficacité et la justification de la performance dans le temps. Cela permet de quantifier les fréquences d'occurrence des événements initiateurs et de classer les scénarios en criticité dans l'analyse préliminaire des risques. Par exemple, la formation des opérateurs, les plans de prévention ou encore le permis feu ont été présentés à l'Inspection des Installations Classées. Le contrôle annuel thermographique de l'Apave a également été présenté : rapport de la visite du 15 décembre 2022 indiquant qu'il n'y a pas d'anomalie.
<p>Pour les accidents majeurs retenus, l'étude de dangers valorise des mesures de réduction en mesure de maîtrise des risques (MMR) afin de réduire les probabilités. Les différents critères permettant de valoriser ces mesures, donnés par l'Ineris, ont été présentés à l'Inspection des Installations Classées ; notamment les fréquences de test des MMR et le suivi de la bonne réalisation de ces tests via le logiciel de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO). Les contrôles préventifs et les tests du filtre de poussière général du silo à blé 9000T (406 SB FI FG), ainsi que les modalités de tests des sprinklers comportant deux sources d'eau (tests hebdomadaires et vérifications 2 fois par an) et les modalités de vérification annuelle des extincteurs ont été abordés.</p> <p>Certains accidents majeurs ont été analysés selon que la salle de réception Dreams Dock est exploitée ou non afin de décoter les probabilités lorsque cette salle est occupée. L'Inspection des Installations Classées note que même sans décote, les accidents majeurs garderaient une probabilité de classe E d'après l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.</p> <p>Enfin, l'exploitant confirme qu'il n'y a qu'un seul système d'aspiration des poussières dans la tour de manutention du silo blé 9000T ; ce qui permet de justifier les probabilités présentées dans les noeuds papillon des accidents majeurs AM1 et AM2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réduction des risques à la source

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Réduction des risques à la source
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
Constats : Le retour d'expérience du secteur d'activité analysé dans l'étude de dangers permet de conclure notamment que les potentiels de dangers liés aux matières premières utilisées sont des risques d'explosion ou d'incendie dans la mesure où les grains de blé dont l'humidité est supérieure à 15% peuvent fermenter sur une période supérieure à 8 jours et que leur manutention sous forme de grains peut créer des quantités importantes de poussières. Une mesure de réduction des risques à la source indiquée dans l'étude de dangers pour minimiser le risque d'auto-inflammation des blés est la vérification du taux d'humidité des blés à la réception qui doit être inférieur à 15%, un transilage régulier, des silos étanches et un temps de stockage réduit. Pour le taux d'humidité des blés, chaque chargement de camion est contrôlé au niveau de la tour de manutention du silos blé 9000T via des échantillons et un humidimètre étalonné et vérifié annuellement. Sur site, plusieurs échantillons avaient été contrôlés et présentaient des taux inférieurs à 15% (l'échantillon vérifié avait un taux de 12,2%). Pour les chargements de train, le taux d'humidité est vérifié par la société SGS France au moment du chargement du train. Un contrôle du jour même a été présenté à l'Inspection des Installations Classées : contrôle 12/06/23 TC HGMP Marseille juin / 23.00968B. Concernant les risques liés à la poussière, la MMR2 consiste en un asservissement entre l'aspiration des poussières et la marche des équipements de manutention : arrêt des installations en cas de perte d'aspiration et démarrage impossible si l'aspiration ne fonctionne pas. De plus, l'exploitant a mis en place une procédure précise du nettoyage des différents locaux qu'il a transmis à l'Inspection des Installations Classées. La propreté d'une partie de la tour de manutention du silo blé 9000T (deux premiers étages) a pu être vérifiée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accident majeur AM4

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Accident majeur AM4
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. [...] En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
Constats : L'étude de dangers fournit l'analyse préliminaire des risques (APR) présentant l'ensemble des scénarios susceptibles de se produire. Pour chaque scénario, la criticité est donnée en fonction notamment des conséquences prévisibles et des dispositifs de sécurité en place. Cette APR permet de sélectionner les scénarios à étudier plus en détail. L'accident majeur AM4 "incendie du magasin sacs ST1/ST2" a ainsi été analysé. Cependant, l'étude de dangers indique que la validation de la tenue au feu de la structure porteuse en béton du magasin Sacs ST1/ST2 était en attente et que la modélisation de ce scénario devait être refaite. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la nouvelle modélisation de cet accident majeur avec les derniers résultats des tenues au feu, notamment des poteaux du magasin 2. Les résultats de la modélisation Flumilog effectuée en mars 2023 par la coopération agricole Solutions+ indiquent que le scénario reste en case "MMR rang 2" dans la grille utilisée dans l'étude de dangers et issue de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées. Sous 1 mois, l'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées la nouvelle modélisation et ses pistes de réflexion pour diminuer la probabilité et/ou la gravité de cet accident majeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet